

ARRÊTÉ 2022/UPF- 28

- Vu le code général de la fonction publique ;
Vu le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'État ;
Vu l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique ;
Vu l'arrêté n° 2022/UPF-14 du 23 mai 2022 portant décision-cadre relative à l'organisation d'opérations de vote par voie électronique pour les élections professionnelles de décembre 2022 ;
Vu l'arrêté n° 2022/UPF-21 du 5 octobre 2022 portant ouverture des élections professionnelles du 8 décembre 2022 ;
Vu l'avis du comité technique du 19 septembre 2022 ;
Vu l'avis du comité électoral consultatif du 3 octobre 2022 ;

Le Président de l'Université,

Arrête,

ARTICLE 1 : Dans le cadre du renouvellement général des instances représentatives du personnel, organisé le 8 décembre 2022 par voie électronique pour remplacer les représentants du personnel au comité social d'administration d'établissement public (CSAEP), à la commission consultative paritaire des agents non titulaires (CCP-ANT) et aux commissions paritaires d'établissement (CPE) de l'université de la Polynésie française, est créée une cellule d'assistance technique, composée comme suit :

Représentants de l'UPF : MM. Stéphane FOURMAS et Franck MÉVEL

Représentant de la société Neovote : M. Valentin MARTINET

Représentant(e) CSTP-FO : Mme Véronique MARAETEFU

Représentant(e) UNSA : Mme Isabelle PROUST

ARTICLE 2 : La cellule d'assistance technique est chargée de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote électronique. Avant le début des opérations de scellement, elle procède notamment à des tests du système de vote électronique et du système de dépouillement. Elle peut être consultée en envoyant un courriel à l'adresse electionspro2022@upf.pf.

ARTICLE 3 : Les obligations de confidentialité et de sécurité s'imposent à l'ensemble des personnes intervenant sur le système de vote électronique par internet.

ARTICLE 5 : La Directrice générale des services de l'Université de la Polynésie française est chargée de l'exécution du présent arrêté dans les conditions réglementaires en vigueur.

À PUNAAUIA, le 7 novembre 2022.

Le Président,



Pr. Patrick CAPOLSINI